

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité-Administrative
BP 1708
65017 Tarbes Cedex 09

Tarbes, le 26/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



DECONS SUD-AQUITAINE

Passage des Bois Ouvrés
65600 SEMEAC

Références : 2022-0523-Dp

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2022 dans l'établissement DECONS SUD-AQUITAINE implanté Passage des Bois Ouvrés 65600 SEMEAC. L'inspection a été annoncée le 02/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'arrêté de mise en demeure du 22/04/2022, l'établissement DECONS SUD-AQUITAINE a fait l'objet d'une inspection le 27 janvier 2022 qui a permis la levée de trois des quatre articles. L'article 1 relatif à l'autorisation de rejet et de raccordement n'étant toujours pas respecté, l'inspection a proposé un arrêté d'astreinte administrative. La société DECONS SUD-AQUITAINE a justifié très rapidement l'arrêt de l'infiltration de ses eaux de rejets dans le sous-sol et l'arrêté d'astreinte n'a pas été pris. L'entreprise s'est par ailleurs engagée à réaliser rapidement les travaux de raccordement au réseau d'eaux pluviales de la commune de Séméac. L'objet de cette inspection est de faire le point sur la réception de travaux et la suite donnée aux autres écarts relevés. Par ailleurs, un contrôle est prévu sur la gestion des produits chimiques par la société.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECONS SUD-AQUITAINE
- Passage des Bois Ouvrés 65600 SEMEAC
- Code AIOT dans GUN : 0006803183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Situé impasse des bois ouvrés sur la commune de Séméac, le site de la société DECONS SUD-AQUITAINE compte un algéco d'accueil, un pont bascule, un hangar de stockage et une zone de

dépollution. Les déchets sont stockés sur une dalle étanche. Les eaux de ruissellement sont collectées dans un bassin de décantation et traitées en sortie par un desbourbeur-deshuileur. Trois piézomètres permettent le suivi de la pollution des eaux souterraines. Deux bâtiments inutilisés ont été démolis, dont un la veille de l'inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 22/04/2022
- produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
FDS Respect de ces dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.5.1	Susceptible de suites	Sans objet
autorisation et rejet raccordement	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
Etiquetage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les eaux de rejets ont été cantonnées dans le bassin de décantation pendant la phase de travaux de réalisation de branchements au réseau d'eau pluviale de la commune de Séméac, sans risque de pollution des eaux souterraines. Une analyse démontre que ces rejets sont conformes. Des lits filtrants ont été installés en sortie de débourbeur deshuileur pour renforcer le traitement des rejets avant déversement dans le réseau communal. De plus, le piézomètre inutilisé a été bouché par une société spécialisée.

Concernant la gestion des produits chimiques, la société DECONS SUD-AQUITAINE doit déplacer les bouteilles de gaz propane pour les éloigner des bouteilles d'oxygène et des panneaux électriques et transmettre les justificatifs à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>[...] L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. L'exploitant fait inscrire les nouveaux ouvrages à la Banque du Sous-Sol, auprès du service géologique régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.</p>
Constats : L'exploitant a fait procéder par l'entreprise Aquitaine Environnement au bouchage du piézomètre inutilisé le 16/06/2022, comme le confirme le rapport consulté par l'inspection. Les 3 autres piézomètres existants ont une profondeur inférieure à 10 mètres et ne sont donc pas répertoriés dans la base BSS.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : autorisation et rejet raccordement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/04/2021, Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, autorisation et rejet raccordement
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>La SAS DECONS SUD AQUITAINE, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Séméac, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/04/2015, soit en disposant d'une convention de rejet des eaux pluviales dans le réseau pluvial communal, soit en proposant une solution de rejet alternative dans le milieu naturel (rejet superficiel) dans le cadre d'un porter à connaissance, en justifiant que les rejets ne porteront pas atteinte au milieu récepteur.</p>
Constats : L'inspection constate la réalisation des travaux avec notamment la mise en place de deux bennes plantés de roseaux sur lit de pouzzolane pour renforcer le traitement des eaux de rejet. L'analyse du rejet avant fermeture de l'infiltration était conforme. L'exploitant précise qu'il a prévu de faire un nettoyage du séparateur et de la surnage du bassin de décantation ainsi qu'une analyse du rejet avant le premier déversement dans le réseau d'eaux pluviales de la commune de Séméac.
Observations : Suite à l'inspection, l'exploitant indique avoir procédé au nettoyage du séparateur et de la surnage du bassin de décantation et s'être connecté au réseau d'eaux pluviales le 19 juillet 2022. Les justificatifs de nettoyage, ainsi que de la présence de la dalle béton en fond sont attendus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage de produits dangereux
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : [..] Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux
Constats : L'inspection constate la mise en place de l'affichage de certains produits (huiles, GNR ...) enlevés lors de la démolition d'un premier bâtiment inutilisé.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : FDS Respect de ces dispositions

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH : FDS
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'il utilise. Cependant, l'inspection constate que ces fiches sont sous son réseau informatique commun à l'ensemble de ses sites. L'exploitant doit flécher ses FDS par site, par exemple les huiles moteur ne sont pas les mêmes pour tous les sites (DROSEMS 68 utilisé à Séméac). Les FDS du GNR (GNR4-1-05) et du gasoil (CSR4-0-07) consultés lors de l'inspection étaient anciennes. Cependant, l'exploitant a transmis les FDS mises à jour par courriel très rapidement après l'inspection. Les différents produits utilisés par l'exploitant sont stockés dans le hangar de stockage remanié, suite à la démolition du deuxième bâtiment inutilisé. L'inspection constate cependant que des bouteilles de gaz propane se retrouvent à proximité immédiate de bouteilles d'oxygène et d'autres à proximité d'un panneau électrique. L'exploitant doit les déplacer et transmettre les justificatifs. Les produits utilisés (graisse, absorbant, liquide de refroidissement, AD blue) sont correctement étiquetés et stockés, au besoin sur rétention. A noter qu'un mur de ce hangar doit être repris (refermé en hauteur) suite à la démolition du bâtiment contigu. Lors de l'inspection la clôture était en partie démolie, l'exploitant a transmis dès le lendemain les justificatifs de la mise en place d'une clôture.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet